

N° 11-626-X au catalogue — 2019007 - N° 093
ISSN 1927-5048
ISBN 978-0-660-30612-4

Aperçus économiques

Développements récents de l'économie canadienne : printemps 2019

par Guy Gellatly et Carter McCormack

Date de diffusion : le 29 avril 2019



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

- | | |
|---|----------------|
| • Service de renseignements statistiques | 1-800-263-1136 |
| • Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants | 1-800-363-7629 |
| • Télécopieur | 1-514-283-9350 |

Programme des services de dépôt

- | | |
|-----------------------------|----------------|
| • Service de renseignements | 1-800-635-7943 |
| • Télécopieur | 1-800-565-7757 |

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « Contactez-nous » > « [Normes de service à la clientèle](#) ».

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Industrie 2019

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'[entente de licence ouverte](#) de Statistique Canada.

Une [version HTML](#) est aussi disponible.

This publication is also available in English.



Développements récents de l'économie canadienne : printemps 2019

par Guy Gellatly et Carter McCormack

Direction des études analytiques, Statistique Canada

Le présent article de la série Aperçus économiques offre aux utilisateurs un aperçu intégré des changements récents qui ont touché la production, l'emploi, la demande des ménages, le commerce international et les prix. Structuré sous forme de sommaire statistique des principaux indicateurs économiques, le présent rapport a pour but de fournir des renseignements sur les développements récents au sein de l'économie canadienne, en mettant l'accent sur les principaux changements dans les données économiques observés au cours du deuxième semestre de 2018 et au début de 2019. Sauf indication contraire, les totalisations présentées dans ce rapport sont fondées sur des données désaisonnalisées qui peuvent être consultées à compter du 18 avril 2019.

Aperçu

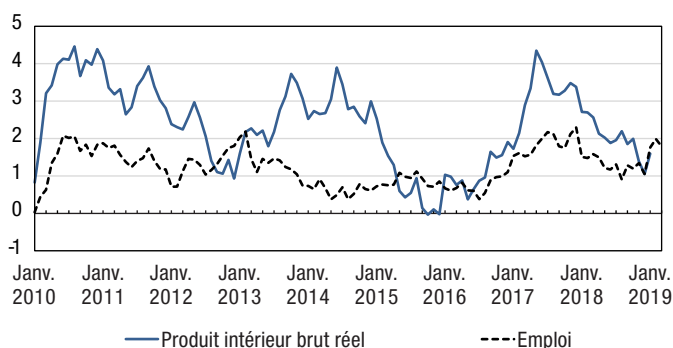
La croissance économique a ralenti au cours de la deuxième moitié de 2018, en raison de la baisse des investissements des entreprises en machines et matériel et en ouvrages non résidentiels. Les investissements dans les logements ont aussi diminué au cours de la deuxième moitié de l'année. Même si les ménages ont continué de soutenir la croissance, le rythme de leurs dépenses a diminué en raison de la baisse des dépenses en biens durables. Après une croissance plus faible au troisième trimestre, les volumes des exportations ont affiché une baisse légère au quatrième trimestre.

Par contre, l'emploi s'est raffermi au cours de la deuxième moitié de l'année, en raison principalement des hausses qui ont touché les employés du secteur privé et les travailleurs du principal groupe d'âge actif. Des hausses dans le travail à temps plein et le travail à temps partiel ont contribué à la croissance de l'emploi, et elles se sont concentrées globalement dans les services. Plus des deux tiers de la croissance nette de l'emploi au cours des six derniers mois de 2018 sont attribuables aux augmentations enregistrées en Colombie-Britannique et en Ontario.

Dans l'ensemble, la croissance du produit intérieur brut réel, mesurée d'une année à l'autre, a ralenti pour s'établir à 1,1 % en décembre, affichant une hausse similaire à celle de l'emploi. La production des industries productrices de biens à la fin de l'année était en baisse de 1,2 % par rapport aux niveaux enregistrés en décembre 2017, alors que les services ont affiché une augmentation de 1,9 %. Plus récemment, c'est-à-dire au début de 2019, le rythme de la croissance de la production et de l'emploi s'est raffermi (graphique 1).

Graphique 1 Production et emploi

variation d'une année à l'autre (pourcentage)



Sources : Statistique Canada, tableaux 36-10-0434-01 et 14-10-0287-01.

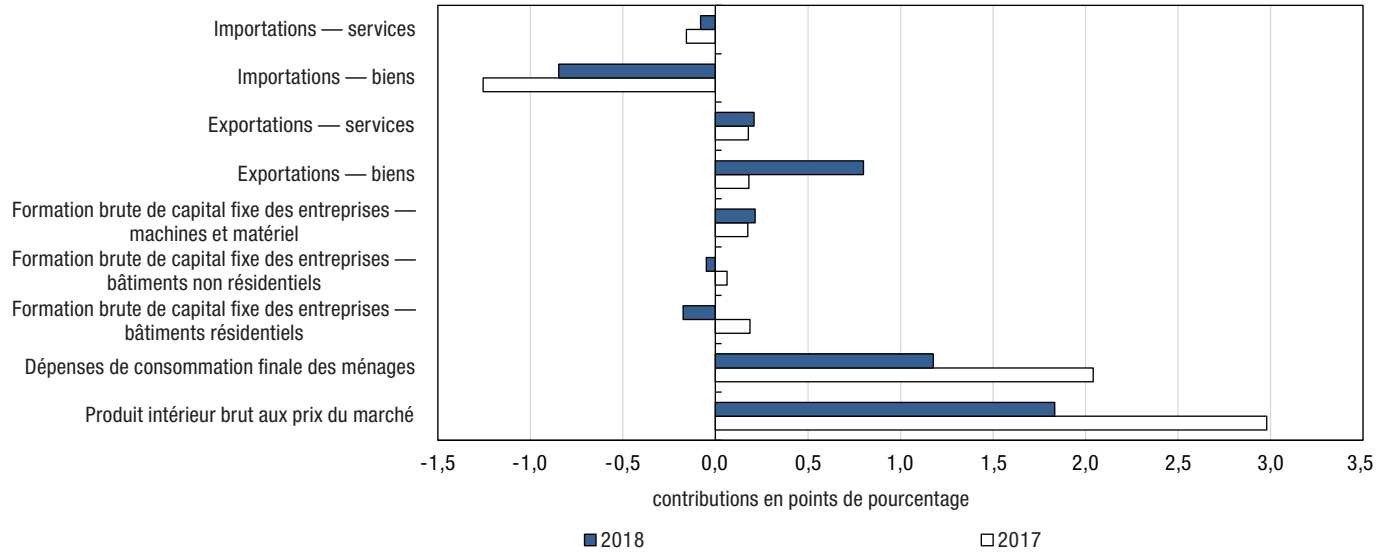
Pour l'ensemble de 2018, le PIB (Produit intérieur brut) réel du Canada a progressé de 1,8 %, après avoir augmenté de 3,0 % en 2017. Les dépenses accrues des ménages ont été à l'origine de près des deux tiers de la croissance économique en 2018, tandis que les exportations plus fortes de biens ont aussi contribué à la hausse (graphique 2). Aux États-Unis, le PIB réel a augmenté de 2,9 % en 2018.



Graphique 2

Contributions à la croissance du produit intérieur brut réel, certaines composantes

Certaines composantes



Notes : Les données sur le produit intérieur brut (PIB) désignent des taux de croissance annuelle; toutes les autres données désignent des contributions en points de pourcentage aux taux de croissance annuelle du PIB réel. Pour obtenir d'autres données sur ces contributions, veuillez consulter le tableau mentionné ci-dessous.

Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0128-01.

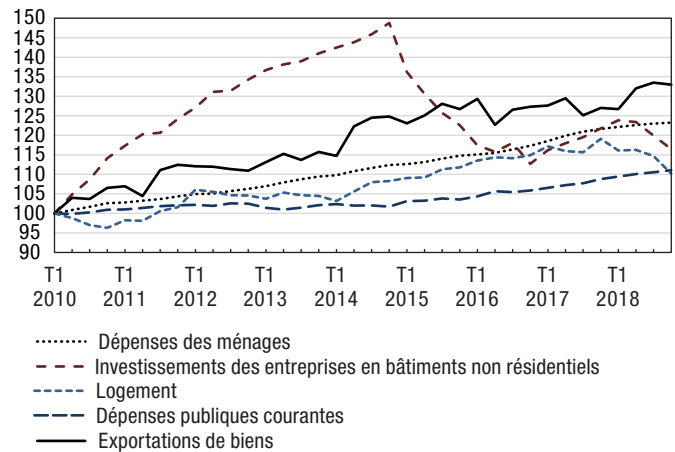
Les dépenses des ménages ont connu un ralentissement, attribuable à la baisse des dépenses au titre des biens durables

Le rythme de la croissance économique a ralenti au cours de la deuxième moitié de 2018, par suite du recul des investissements des entreprises et du ralentissement des ménages¹. Le PIB réel a augmenté de 0,1 % au quatrième trimestre, affichant sa hausse trimestrielle la plus faible depuis la baisse la plus récente, qui a été enregistrée au deuxième trimestre de 2016. Les investissements dans les logements ont continué de diminuer au cours de la deuxième moitié de l'année, tandis que les exportations ont été l'origine d'un ralentissement de la croissance au quatrième trimestre. Aux États-Unis, la croissance du PIB réel s'est atténuée pour s'établir à 2,2 % (sur une base annualisée) au quatrième trimestre, après avoir été de 3,4 % au troisième trimestre.

Les consommateurs ont contribué à la croissance tout au long de 2018, même si le rythme de leurs dépenses a diminué (graphique 3). Les dépenses finales des ménages ont augmenté de 0,2 % au quatrième trimestre et de 0,3 % au troisième trimestre. Les dépenses en biens durables ont été en baisse tout au long de la deuxième moitié de l'année, et notamment celles au titre des véhicules automobiles². Les dépenses en services ont augmenté au cours de la deuxième moitié de l'année, sous l'effet de la hausse de celles au titre de l'assurance-vie et des services financiers à la fin de l'année.

Graphique 3 Produit intérieur brut réel, certains agrégats

indice (T1 2010=100)



Note : T1 : premier trimestre.

Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0104-01.

En 2018, les dépenses finales des ménages ont augmenté de 2,1 %, alors que la hausse avait été de 3,6 % en 2017.

Le volume des exportations a connu un ralentissement au troisième trimestre, avant de diminuer de 0,1 % au quatrième trimestre, en raison des exportations plus faibles de produits

1. Pour une analyse des développements économiques de la première moitié de 2018, voir Gellatly et Richards (2018).

2. Les achats de véhicules des ménages, mesurés en volume, ont diminué à chaque trimestre de 2018, et ils étaient en baisse de 4,2 % d'une année à l'autre au quatrième trimestre.



forestiers, de matériaux de construction et de produits métalliques. Les exportations de véhicules automobiles et de camions légers ont aussi été en baisse tout au long de la deuxième moitié de l'année, tandis que les exportations de produits énergétiques ont diminué légèrement au quatrième trimestre, en raison des livraisons plus faibles de produits pétroliers raffinés.³ Les importations ont affiché un recul léger de 0,3 % au quatrième trimestre, après avoir enregistré une diminution de 2,2 % au troisième trimestre. Les importations plus faibles de produits chimiques de base et industriels, ainsi que de véhicules automobiles et de pièces, ont contribué au recul tout au long de la deuxième moitié de l'année. Les importations de produits énergétiques sont demeurées inchangées au quatrième trimestre, après avoir affiché une baisse de 8,7 % au troisième trimestre⁴.

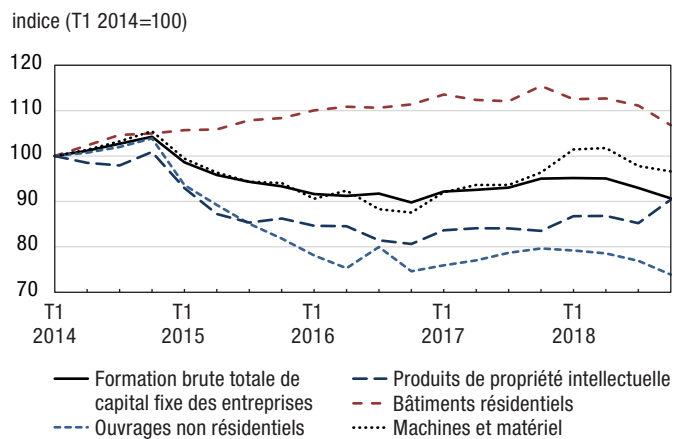
La contribution des termes de l'échange a diminué au quatrième trimestre, en raison de réductions notables des prix des exportations de pétrole brut⁵. Le revenu intérieur brut réel, qui mesure le pouvoir d'achat lié à la production intérieure, a diminué de 1,1 % au quatrième trimestre. Parallèlement, le PIB nominal a affiché un recul de 0,7 %, son premier sur une base trimestrielle à l'échelle de l'économie en trois ans.

En 2018, les volumes des exportations ont progressé de 3,3 %, après avoir augmenté de 1,1 % en 2017. Les volumes des importations ont augmenté de 2,9 % en 2018, après avoir enregistré une hausse de 4,2 % en 2017.

Investissements plus faibles des entreprises en ouvrages non résidentiels et en machines et matériel

Les investissements des entreprises en ouvrages non résidentiels se sont repliés au cours de la deuxième moitié de 2018, après avoir suivi des tendances à la hausse en 2017 et au début de 2018 (graphique 4). Les dépenses combinées en ouvrages non résidentiels et en machines et matériel ont diminué de 2,9 % au quatrième trimestre, après avoir affiché une baisse similaire au troisième trimestre. Les dépenses des entreprises relatives à ces actifs non résidentiels ont diminué de 4 % au quatrième trimestre par rapport aux niveaux enregistrés à la fin de 2017, et de 22 % par rapport aux niveaux observés à la fin de 2014.

Graphique 4
Formation brute de capital fixe des entreprises



Note : T1 : premier trimestre.

Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0108-01.

Les investissements des entreprises en ouvrages non résidentiels ont diminué de 4,0 % au quatrième trimestre, après avoir affiché une baisse de 2,1 % au troisième trimestre. Les dépenses plus faibles en ouvrages non résidentiels et en ouvrages de génie ont été à l'origine des reculs à la fin de l'année. Les investissements en machines et matériel ont diminué de 1,2 % au quatrième trimestre, après avoir affiché un recul de 3,9 % au troisième trimestre, les entreprises ayant dépensé moins au titre des machines et du matériel industriels. Les investissements des entreprises en propriété intellectuelle ont progressé de 6,1 % au quatrième trimestre, en raison des dépenses plus élevées au titre de la prospection et de l'évaluation minières. Les dépenses en recherche et développement et en logiciels ont aussi augmenté au quatrième trimestre. Les dépenses globales des entreprises en propriété intellectuelle ont augmenté de 8 % au quatrième trimestre par rapport à la fin de 2017, mais elles étaient inférieures d'environ 10 % aux niveaux déclarés à la fin de 2014.

En 2018, les investissements des entreprises en ouvrages non résidentiels ont progressé de 1,7 %, après avoir augmenté de 2,5 % en 2017.

3. Les exportations de charbon ont fortement augmenté au quatrième trimestre, ce qui a partiellement contrebalancé les baisses observées au chapitre des produits pétroliers raffinés et du gaz naturel.
 4. Les fluctuations importantes des importations de produits énergétiques au deuxième et au troisième trimestre ont coïncidé avec des activités d'entretien dans certaines raffineries au pays.
 5. Le pétrole brut Western Canadian Select (WCS) s'est échangé à moins de 20 \$ US le baril pendant la majeure partie de novembre, les activités d'entretien de l'automne de certaines raffineries américaines ayant eu des répercussions sur la demande de pétrole brut canadien. Le pétrole brut WCS s'est échangé à plus de 30 \$ US le baril tout au long du mois de décembre, le gouvernement de l'Alberta ayant annoncé que des limites s'appliqueraient temporairement à la production de pétrole brut à partir du 1er janvier 2019.



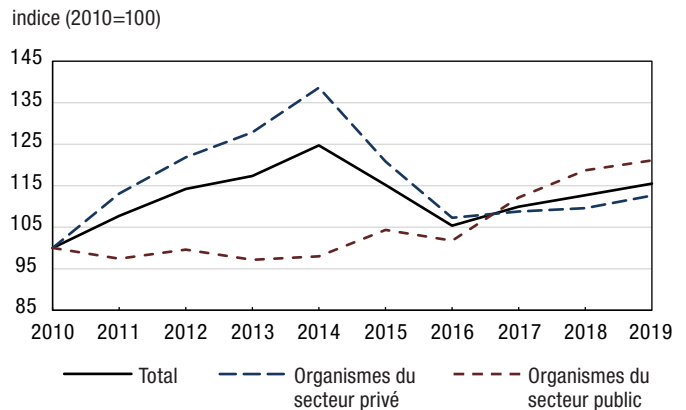
Pour l'avenir, les organisations du secteur privé prévoient une augmentation de 2,8 % des dépenses en actifs corporels non résidentiels en 2019, ceux-ci ayant affiché une hausse de 0,7 % en 2018 (graphique 5)⁶. On s'attend à ce que les dépenses du secteur privé augmentent au Québec, en Colombie-Britannique et en Ontario, et diminuent en Alberta. Le secteur de l'extraction de pétrole et de gaz prévoit des dépenses de 36,7 milliards de dollars en immobilisations en 2019, ce qui correspond à celles déclarées en 2018. Les producteurs de pétrole et de gaz de l'Alberta s'attendent à dépenser 25,9 milliards de dollars, ce qui représente une baisse de 3 % par rapport aux dépenses de 2018. Le secteur de la fabrication s'attend à dépenser 19,1 milliards de dollars en 2019, ce qui représente une hausse de 4,9 % par rapport aux niveaux de 2018. Cette augmentation découle de la hausse des perspectives de dépenses des producteurs de produits chimiques, tandis que les fabricants de matériel de transport et de produits du pétrole et du charbon prévoient des dépenses plus faibles. Les perspectives du secteur de la fabrication se sont améliorées au Québec et en Alberta et se sont détériorées en Ontario et en Colombie-Britannique.

Recul des investissements dans les logements au cours de la deuxième moitié de l'année

Les investissements en bâtiments résidentiels ont affiché une baisse au cours de la deuxième moitié de 2018. Les dépenses au titre des logements ont diminué de 3,9 % au quatrième trimestre, après avoir affiché un recul de 1,4 % au troisième trimestre. Les dépenses en construction de logements neufs et en rénovations ont diminué au cours des deux trimestres. Les coûts de transfert de propriété, qui rendent compte du volume d'activité sur les marchés de la revente, ont affiché une baisse au quatrième trimestre, après avoir progressé au troisième trimestre. Les dépenses au titre des coûts de transfert de propriété ont diminué de 13 % au quatrième trimestre par rapport aux niveaux enregistrés à la fin de 2017, avant l'avènement du nouveau taux minimum admissible pour les prêts hypothécaires non assurés entrées en vigueur en janvier 2018.

En 2018, les investissements dans les logements ont diminué de 2,3 %, après avoir affiché une hausse de 2,4 % en 2017⁷.

Graphique 5 Dépenses en immobilisations non résidentielles, actifs corporels



Note : Les données pour 2018 sont des estimations réelles préliminaires; les données pour 2019 sont des intentions.

Source : Statistique Canada, tableau 34-10-0037-01.

Productivité plus faible du travail à la fin de 2018

La productivité du travail du secteur des entreprises a diminué de 0,4 % au quatrième trimestre, après avoir affiché deux hausses trimestrielles consécutives. Les reculs enregistrés dans la construction, l'agriculture et la foresterie, ainsi que le commerce de gros, ont eu des répercussions sur la productivité du travail à la fin de l'année. L'utilisation de la capacité industrielle a aussi diminué au quatrième trimestre, en raison des baisses enregistrées dans la fabrication et la construction. Pour l'ensemble de 2018, la productivité du travail du secteur des entreprises est demeurée inchangée, après avoir augmenté de 1,9 % en 2017.

- Les données sur les perspectives des immobilisations sont fondées sur les estimations en dollars courants de l'Enquête sur les dépenses en immobilisations et réparations diffusées le 27 février 2019. Ces estimations rendent compte des dépenses en immobilisations prévues au titre des actifs corporels non résidentiels, y compris les actifs de construction et les machines et le matériel.
- Pour une analyse des marchés du logement à Vancouver et Toronto, à partir des données du Programme de la statistique du logement canadien, voir Gellatly et Morissette (2017 et 2018).



Les reculs dans la construction ont contribué à la production plus faible de biens

La production de biens a fléchi au cours de la deuxième moitié de 2018. Les baisses généralisées dans les activités de construction ont contribué à la production plus faible de biens au troisième et au quatrième trimestre, de même que les reculs dans les activités de soutien à l'extraction minière, pétrolière et gazière. La production plus faible du secteur de la fabrication a entraîné une réduction de la production de biens au quatrième trimestre, alors que celle-ci avait affiché des hausses au troisième trimestre (graphique 6).

Les activités du secteur de la construction ont diminué pendant sept mois consécutifs, soit de juin à décembre. La production du secteur de la construction à la fin de l'année était inférieure de 6 % aux niveaux enregistrés au milieu de l'année, ce qui rend compte des baisses généralisées dans la construction de bâtiments résidentiels, ainsi que d'ouvrages non résidentiels et d'ouvrages de génie.

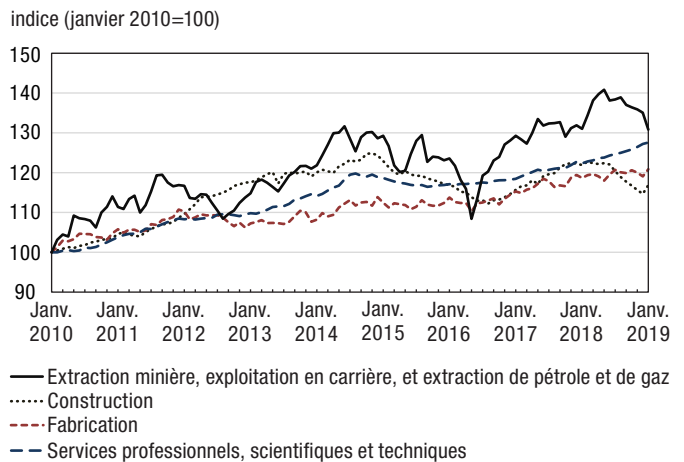
Le secteur de la fabrication a affiché un recul pendant quatre des six derniers mois de 2018. La production des usines à la fin de l'année a peu varié par rapport aux niveaux enregistrés au milieu de l'année (-0,4 %). Les baisses qu'ont connues les fabricants de véhicules automobiles et de pièces pour véhicules automobiles ont entraîné une réduction de la production des usines au cours de la deuxième moitié de l'année. La fabrication de produits en bois, la fabrication du papier ainsi que l'impression ont elles aussi diminué, tandis que la première transformation des métaux et la fabrication de produits informatiques et électroniques se sont raffermies.

Les hausses dans les industries de services ont contrebalancé la plus faible production de biens au cours de la deuxième moitié de 2018. La finance et les assurances, ainsi que les services professionnels, ont contribué à la croissance au troisième et au quatrième trimestre, tandis que le commerce de détail s'est légèrement replié. Les activités des agents et courtiers immobiliers ont diminué au quatrième trimestre, ce qui a annulé les hausses enregistrées au troisième trimestre. Ces activités ont été en baisse au cours des quatre derniers mois de 2018. À la fin de l'année, la production des agents et courtiers immobiliers était inférieure de 23 % aux niveaux enregistrés à la fin de 2017.

Baisse dans les activités de soutien à l'extraction minière, pétrolière et gazière

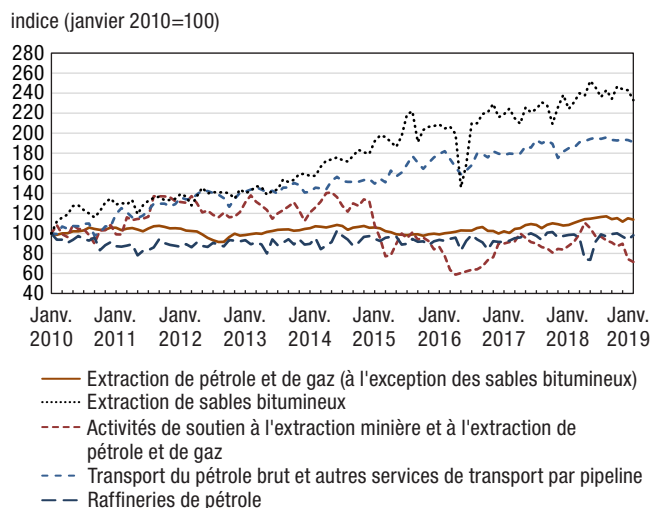
La production dans l'extraction de pétrole et de gaz a diminué au cours de la deuxième moitié de 2018, les niveaux de production ayant fluctué en raison d'activités d'entretien et de fermetures. L'extraction de sables bitumineux a reculé pendant quatre des six derniers mois (graphique 7). En décembre, l'extraction de sables bitumineux était en baisse légère par rapport aux niveaux enregistrés au milieu de l'année, mais elle dépassait d'environ 2 % celle de l'année précédente. Si l'on exclut l'extraction de sables bitumineux, la production de l'extraction de pétrole et de gaz a été plus élevée de 7 % d'une année à l'autre en décembre.

Graphique 6
Produit intérieur brut réel, certaines industries



Source: Statistics Canada, table 36-10-0434-01.

Graphique 7
Produit intérieur brut réel, certaines industries



Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0434-01.

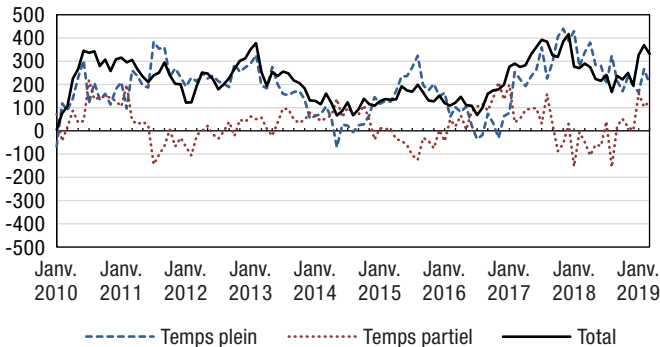
La production a diminué de façon marquée au cours de la deuxième moitié de 2018 parmi les entreprises qui fournissent des activités de soutien à l'extraction minière, pétrolière et gazière. Ces activités, qui comprennent des services de montage et de forage, ont diminué pendant cinq des six derniers mois de l'année, affichant une baisse de 17 % en décembre. À la fin de l'année, la production était inférieure de 23 % aux niveaux enregistrés au milieu de l'année, et de 11 % aux niveaux affichés à la fin de 2017, en dépit des hausses enregistrées au cours de la première moitié de 2018.

Plus récemment, le PIB réel a augmenté de 0,3 % en janvier 2019, en raison des hausses généralisées dans la fabrication et la construction. Les augmentations enregistrées en janvier ont été contrebalancées en partie par les activités plus faibles d'extraction de pétrole et de gaz et par un recul continu des activités de soutien à l'extraction minière, pétrolière et gazière.



Graphique 8 Emploi par classe

variation d'une année à l'autre (milliers de personnes)



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0287-01.

Raffermissement de l'emploi à la fin de 2018

L'emploi total a augmenté de 174 000 (+0,9 %) au cours des six derniers mois de 2018, en raison principalement des hausses qui ont touché les employés du secteur privé et les travailleurs du principal groupe d'âge actif. Les hausses globales au cours de la deuxième moitié de l'année sont attribuables aux augmentations du travail à temps plein et du travail à temps partiel et elles ont été concentrées dans les services (graphique 8). Plus des deux tiers de l'augmentation nette au cours de la deuxième moitié de l'année sont le fait de la hausse de l'emploi en Colombie-Britannique et en Ontario.

Le taux de chômage à l'échelle nationale a affiché une baisse légère pour s'établir à un creux record de 5,6 % à la fin de 2018. En Ontario, le taux de chômage est situé en moyenne à 5,6 % au cours des six derniers mois de l'année, comparativement à 5,4 % au Québec. Les taux de chômage en Colombie-Britannique et en Alberta se sont établis en moyenne à 4,5 % et 6,7 % respectivement au cours de cette période.

En 2018, l'emploi total a progressé de 196 000, soit environ la moitié de la hausse observée en 2017⁸. L'ensemble de l'augmentation nette a touché le travail à temps plein et est le résultat des hausses enregistrées chez les travailleurs du principal groupe d'âge actif. Le niveau d'emploi plus élevé des employés du secteur privé a été à l'origine des deux tiers de la hausse nette⁹.

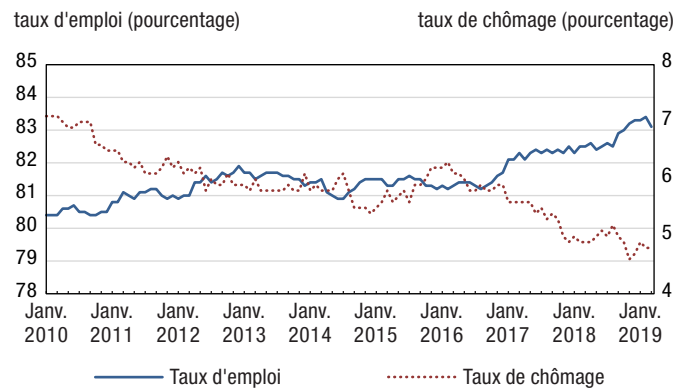
Le taux d'emploi à l'échelle nationale, c'est-à-dire le nombre de personnes occupées exprimé en pourcentage de la population en âge de travailler, a augmenté légèrement à la fin de 2018, en raison de la hausse de l'emploi des personnes du principal groupe d'âge actif (celles de 25 à 54 ans). Le taux d'emploi chez les 25 à 54 ans a augmenté, atteignant 83,3 % à la fin de

l'année, tandis que le taux de chômage de ce groupe d'âge a diminué pour s'établir sous les 5 % d'octobre à décembre (graphique 9). Le taux d'emploi chez les personnes du principal groupe d'âge actif au Québec s'est situé en moyenne à 84,8 % au cours des six derniers mois de l'année, comparativement à 81,8 % en Ontario. En Colombie-Britannique, 84,0 % des personnes du principal groupe d'âge actif étaient occupées au cours de cette période, comparativement à 83,7 % en Alberta.

L'emploi a augmenté au cours du premier trimestre de 2019, en raison des hausses de l'emploi à temps plein et de celles qui ont touché les employés du secteur privé. L'emploi chez les travailleurs du principal groupe d'âge actif a peu varié au cours du trimestre, la majorité des hausses étant le résultat du niveau d'emploi plus élevé chez les jeunes. La hausse de l'emploi en Ontario a été à l'origine d'environ 60% de l'augmentation nette de l'emploi au premier trimestre. Le taux de chômage est demeuré constant, à 5,8 %, de janvier à mars.

La hausse annuelle moyenne de la rémunération des employés salariés au cours des six derniers mois de 2018 a été de 2,3 %, comparativement à 2,9 % au cours de la première moitié de l'année. Après avoir atteint la marque de 3 % de juin à août, la croissance de la rémunération a fluctué au cours des mois suivants, s'établissant en dessous de 2 % en septembre et de nouveau à la fin de l'année (+1,7 %). La croissance de la rémunération dans le secteur des biens a connu un ralentissement, la rémunération des employés salariés de la construction ayant diminué vers la fin de l'année¹⁰.

Graphique 9 Taux d'emploi et de chômage, personnes âgées de 25 à 54 ans



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0287-01.

8. Les estimations annuelles pour 2018 sont fondées sur la variation sur 12 mois de l'emploi, de décembre 2017 à décembre 2018.

9. Pour voir un aperçu de l'évolution du marché du travail en 2018, voir Patterson et coll. (2019).

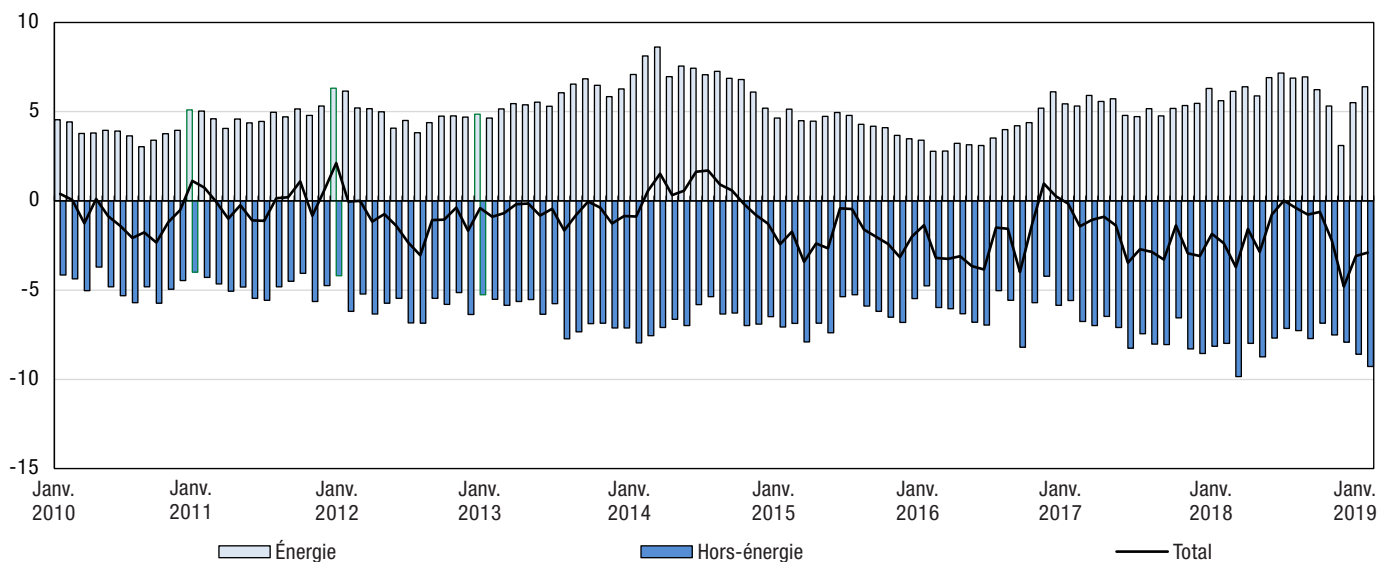
10. Le ralentissement de la croissance de la rémunération au cours de la deuxième moitié de 2018 est aussi évident dans les données sur la rémunération du travail à temps plein de l'Enquête sur la population active. La variation d'une année à l'autre de la rémunération horaire moyenne pour les employés à temps plein a diminué après le milieu de l'année, s'établissant sous la marque des 2 % au dernier trimestre.



Graphique 10

Balance commerciale des marchandises, produits énergétiques et non énergétiques

milliards de dollars



Source : Statistique Canada, tableau 12-10-0121-01.

Hausse du déficit du commerce de marchandises à la fin de 2018

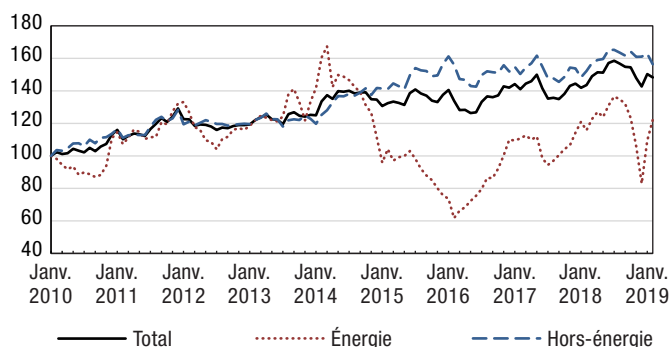
Après des déficits modestes d'août à octobre, le déficit du commerce de marchandises du Canada s'est creusé à la fin de 2018 pour atteindre un niveau sans précédent de 4,8 milliards de dollars à la fin de l'année. La baisse des exportations de produits énergétiques découlant des diminutions prononcées des prix du pétrole brut a contribué à l'augmentation du déficit commercial à la fin de l'année (graphique 10).

Malgré les déficits mensuels plus élevés enregistrés à la fin de l'année, le déficit du commerce de marchandises cumulatif au cours de la deuxième moitié de 2018, qui s'est chiffré à 8,8 milliards de dollars, était inférieur au déficit cumulé au cours de la première moitié de l'année (13,1 milliards de dollars). La baisse du déficit au chapitre des produits non énergétiques a contribué à la diminution. En 2018, le déficit du commerce de marchandises du Canada s'est rétréci, passant de 24,6 milliards de dollars en 2017 à 21,9 milliards de dollars.

Au deuxième semestre de 2018, les exportations totales de marchandises se sont accrues de 2,3 % par rapport aux six premiers mois de l'année, sous l'effet de la hausse des exportations de produits non énergétiques. Les hausses observées au chapitre des minerais et minéraux non métalliques et des biens de consommation ont contribué à l'augmentation des exportations, tandis que la baisse des exportations de pétrole brut et de pétrole brut bitumineux est venue contrebalancer ces hausses (graphique 11). Alors que la valeur cumulative des exportations a augmenté au deuxième semestre de 2018, les flux d'exportation mensuels ont suivi une tendance à la baisse, enregistrant cinq diminutions consécutives d'août à décembre. Le repli des exportations de

Graphique 11 Exportations de marchandises selon le groupe de produits

indice (janvier 2010=100)



Source : Statistique Canada, tableau 12-10-0121-01.

produits énergétiques a grandement contribué à ces baisses, particulièrement au cours des trois derniers mois de l'année. En décembre, les exportations de produits énergétiques se sont chiffrées à 6,3 milliards de dollars, en baisse par rapport à leur valeur de 10,0 milliards de dollars en juin, les exportations de pétrole brut et de pétrole brut bitumineux ayant reculé de plus de 50 % à la fin de l'année par rapport aux niveaux observés au milieu de l'année.

Plus récemment, les exportations de marchandises ont crû de 5,3 % en janvier 2019, stimulées par une hausse des prix du pétrole brut. Malgré la hausse continue des prix du pétrole brut en février, les exportations ont affiché une baisse de 1,3 % sous l'effet de baisses généralisées des exportations de produits non énergétiques.



Les produits du pétrole, les produits chimiques et les produits métalliques ont stimulé les ventes du secteur de la fabrication

Les ventes totales du secteur de la fabrication au cours du deuxième semestre de 2018 étaient de 1,9 % supérieures à celles des six premiers mois de l'année, soutenues par une croissance au chapitre des produits du pétrole et du charbon, des produits chimiques et des produits métalliques. Les ventes totales des fabricants de véhicules automobiles et de pièces pour véhicule automobile étaient semblables au cours de la première et de la deuxième moitié de l'année.

Sur une base mensuelle, les ventes du secteur de la fabrication ont suivi une tendance à la baisse au cours du deuxième semestre de 2018 sous l'effet de replis enregistrés à la fin de l'année. Le recul des ventes de produits du pétrole et du charbon, lequel est attribuable à une diminution des prix et des volumes des raffineries, a contribué aux baisses enregistrées en novembre et en décembre.

En 2018, les ventes du secteur de la fabrication ont augmenté de 5,4 % sous l'effet d'une hausse des ventes de produits du pétrole et du charbon, de produits de la première transformation des métaux et de produits métalliques ainsi que de produits de machinerie. L'augmentation des ventes de produits du papier, de produits alimentaires et de produits chimiques a également contribué à la hausse. Les ventes annuelles des fabricants d'automobiles et de pièces pour véhicule automobile ont diminué en 2018 en raison de la baisse des ventes dans les usines d'assemblage. Plus récemment, en janvier 2019, les ventes du secteur de la fabrication ont augmenté de 0,8 % sous l'effet d'une hausse des ventes de produits alimentaires, de machinerie et de matériel électrique, pour ensuite inscrire un léger recul de 0,2 % en février.

Les ventes au détail se replient sous l'effet de la baisse des prix de l'essence

Le total des ventes au détail a augmenté de 1,4 % au deuxième semestre de 2018 par rapport au premier semestre de l'année, en raison de la hausse des ventes des magasins d'alimentation et des concessionnaires de véhicules automobiles et de leurs pièces. Les ventes des magasins de marchandises diverses ont également contribué à l'augmentation des dépenses liées au commerce de détail, tandis que la baisse des recettes des stations-service a atténué les hausses. L'augmentation des ventes en Ontario a été à l'origine des trois quarts de l'augmentation nette des dépenses liées au commerce de détail.

Sur une base mensuelle, les dépenses liées au commerce de détail se sont stabilisées au cours de la deuxième moitié

de 2018, les baisses des recettes des stations-service attribuables aux prix de l'essence ayant ralenti les dépenses à la fin de l'année. Les ventes des concessionnaires de véhicules automobiles et de leurs pièces ont stimulé les ventes en août, en octobre et en décembre, tandis que les recettes des marchands de matériaux de construction et de matériel et fournitures de jardinage ont diminué de juillet à novembre, avant de reprendre à la fin de l'année.

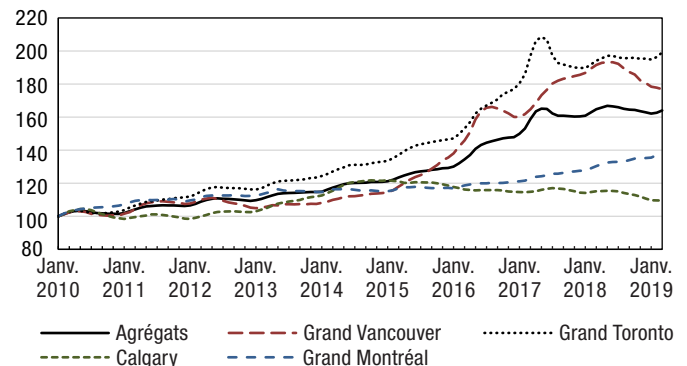
Pour l'année 2018 dans son ensemble, les ventes au détail ont augmenté de 2,9 %, la croissance ayant été atténuée par le ralentissement des ventes de véhicules automobiles. L'augmentation des dépenses en Ontario a représenté plus de la moitié de la hausse annuelle. Plus récemment, les ventes au détail ont reculé de 0,4 % en janvier 2019, sous l'effet d'une baisse des recettes des postes d'essence, et ont ensuite repris en février (+0,8 %), la hausse s'étant principalement concentrée chez les concessionnaires de véhicules automobiles.

La croissance des prix des maisons a continué de ralentir sous l'effet de la baisse des prix à Vancouver

La croissance des prix des maisons, mesurée d'une année à l'autre, a continué de ralentir au deuxième semestre de 2018, sous l'effet de la baisse des prix à Vancouver (graphique 12). Selon les estimations de l'Indice des prix des propriétés MLS composite agrégé, les prix globaux des maisons étaient de 1,6 % supérieurs à la fin de 2018 comparativement à la fin de 2017. La croissance des prix d'une année à l'autre a continué de ralentir au début de 2019 pour s'établir à 0,8 % en janvier et inscrire des baisses en février et en mars¹¹.

Graphique 12
Indice des prix des propriétés MLS, certaines villes

indice (janvier 2010=100)



Note : Les données pour la période de temps présentée ci-dessus sont les valeurs de l'indice des prix des propriétés MLS exprimées en utilisant janvier 2010 comme période de base.

Source : L'Association canadienne de l'immeuble.

11. L'Indice des prix des propriétés MLS (IPP/MLS) est publié par l'Association canadienne de l'immeuble. L'indice contrôle les différences dans diverses activités de vente au fil du temps. L'IPP/MLS composite agrégé regroupe des données sur les transactions dans 11 grands marchés, et comprend des données sur les maisons à un et à deux étages, les maisons en rangée, ainsi que les appartements. Pour obtenir plus de renseignements, veuillez consulter le document *MLS Home Price Index Methodology*, version 2.1, qui a été publié le 6 juillet 2016 par l'Association canadienne de l'immeuble.



Les prix des maisons dans la région du Grand Vancouver ont fléchi au cours de la deuxième moitié de 2018, les prix ayant diminué d'un mois à l'autre de juillet à décembre. D'une année à l'autre, la croissance des prix dans la région du Grand Vancouver a ralenti, passant de 9,5 % en juin à 1,0 % en octobre, avant de connaître des baisses marquées en novembre et en décembre. Les prix des maisons dans la région du Grand Vancouver ont continué de diminuer d'une année à l'autre au début de 2019, inscrivant une baisse de 7,7 % en mars.

Après avoir diminué de mars à juillet, les prix des maisons dans la région du Grand Toronto ont légèrement augmenté d'une année à l'autre au cours de la deuxième moitié de 2018, la croissance des prix ayant atteint 3,0 % à la fin de l'année. Les augmentations annuelles des prix dans la région du Grand Toronto ont légèrement ralenti au début de 2019, avant de reprendre légèrement pour inscrire une hausse de 2,6 % en mars. Parallèlement, l'inflation annuelle des prix des maisons à Montréal s'est maintenue autour de 6 % au cours de la deuxième moitié de 2018, et s'est poursuivie à ce rythme au début de 2019.

Le nombre mensuel moyen de mises en chantier d'habitations s'est établi à 207 000 (données désaisonnalisées aux taux annuels) au deuxième semestre de 2018, en baisse par rapport à 221 000 pendant les six premiers mois de l'année. Le nombre moyen de mises en chantier en Ontario et au Québec a diminué légèrement au deuxième semestre. Les mises en chantier de logements neufs au Québec ont diminué au troisième trimestre, avant de reprendre au quatrième trimestre. Les mises en chantier de maisons individuelles non attenantes en milieu urbain en Ontario ont continué de diminuer légèrement au cours de la deuxième moitié de l'année, tandis que les mises en chantier d'habitations multifamiliales ont augmenté au quatrième trimestre, sous l'effet de hausses à Toronto. Plus récemment, le nombre mensuel moyen de mises en chantier d'habitations a diminué pour s'établir à 187 000 mises en chantier sur une base annualisée au premier trimestre de 2019.

La valeur des permis de bâtir pour des logements résidentiels a légèrement diminué au cours du deuxième semestre de 2018. Elle a totalisé 30,8 milliards de dollars, en baisse par rapport à la valeur de 32,0 milliards de dollars enregistrée au cours du premier semestre. Cette baisse est attribuable à une diminution de la valeur des permis de bâtir pour des maisons individuelles non attenantes.

Le taux d'inflation publié des prix à la consommation a ralenti en raison de la baisse des prix de l'essence

Après avoir augmenté pour atteindre 3,0 % en juillet, l'inflation des prix à la consommation a ralenti au deuxième semestre de 2018, ralentissant pour s'établir à 1,7 % en novembre, avant de reprendre légèrement pour atteindre 2,0 % à la fin de l'année.

Les fluctuations des prix de l'essence et les fluctuations transitoires des prix du transport aérien et des voyages organisés ont contribué aux fluctuations du taux publié.

Les prix de l'essence, mesurés d'une année à l'autre, ont diminué de façon marquée au deuxième semestre de 2018, les augmentations annuelles des prix ayant ralenti pour passer de 25 % au milieu de l'année à 12 % en octobre. À la fin de l'année, les prix de l'essence ont diminué d'une année à l'autre, en baisse de 8,6 % en décembre. L'augmentation des prix du transport aérien et des voyages organisés a contribué à la croissance du taux publié pendant les mois d'été et de nouveau en décembre. Au cours de ces mois, l'indice des prix des services était de plus de 3 % supérieur à celui observé 12 mois plus tôt. L'inflation des prix des aliments, mesurée d'une année à l'autre, a augmenté vers la fin de l'année pour atteindre 2,9 % en décembre.

L'indice du coût de remplacement par le propriétaire, qui reflète en partie les variations dans les prix des logements neufs, a ralenti au deuxième semestre de l'année, pour s'établir à 0,2 % à la fin de l'année. En revanche, l'indice du coût de l'intérêt hypothécaire a continué d'augmenter au cours de la deuxième moitié de 2018. Les coûts de l'intérêt hypothécaire en décembre étaient supérieurs de 7,5 % aux coûts observés 12 mois plus tôt.

Les mesures privilégiées de l'inflation fondamentale de la Banque du Canada (IPC-commune, IPC-tronquée et IPC-médiane) ont toutes légèrement diminué pour se situer sous la barre des 2 % à la fin de 2018. À la fin de l'année, les trois mesures de l'inflation fondamentale se situaient entre 1,8 % et 1,9 %¹².

Les variations du taux d'inflation publié des prix à la consommation ont suivi les variations d'une année à l'autre de la rémunération hebdomadaire moyenne au cours du deuxième semestre de 2018, les deux ayant ralenti vers la fin de l'année après avoir connu des hausses plus importantes pendant les mois d'été. Plus récemment, le taux d'inflation des prix à la consommation a ralenti pour s'établir à 1,4 % en janvier 2019 en raison de la baisse des prix de l'essence. Le taux d'inflation des prix à la consommation a légèrement augmenté pour s'établir à 1,5 % en février, avant d'accélérer pour atteindre 1,9 % en mars.

Baisse du cours des actions sous l'effet de replis généralisés

Le cours des actions à Toronto (indice composé Standard and Poor's/Bourse de Toronto [S&P/TSX]) a connu une baisse marquée au deuxième semestre de 2018, après avoir inscrit une légère variation nette au cours des six premiers mois de l'année. L'indice composé a clôturé à 14 323 à la fin de l'année, en baisse de 12 % par rapport à juin, après des baisses considérables au quatrième trimestre. L'indice canadien de

12. Pour en savoir plus sur ces mesures, veuillez consulter le document d'information générale intitulé Mesures privilégiées de l'inflation fondamentale de la Banque du Canada.



l'énergie s'est replié de 33 % au deuxième semestre, ayant inscrit des baisses d'au moins 10 % en octobre et en novembre. Les actions des secteurs financier et industriel et les actions liées aux dépenses discrétionnaires de consommation se sont également repliées au deuxième semestre, sous l'effet de baisses prononcées en décembre. L'indice de l'or s'est raffermi vers la fin de l'année, après avoir fléchi au troisième trimestre.

Plus récemment, l'indice composé S&P/TSX a augmenté de 9 % en janvier et de 3 % en février, sous l'effet d'un raffermissement des actions dans les secteurs énergétique, financier, industriel et de la consommation. Le cours des actions a continué d'augmenter en mars, l'indice composé ayant clôturé à 16 102 à la fin du mois.

Hausse des coûts d'emprunt sous l'effet d'une légère hausse du ratio du service de la dette

Les taux de rendement des obligations de référence de cinq ans du gouvernement du Canada ont augmenté de juillet à octobre, avant de diminuer légèrement à la fin de l'année. Les taux de rendement des obligations de cinq ans se sont établis à 1,93 % à la fin de l'année, en baisse par rapport à un sommet récent de 2,42 % en octobre. L'écart entre les taux de rendement des obligations de deux ans et des obligations de dix ans s'est rétréci à la fin de 2018, les rendements des obligations de dix ans ayant légèrement diminué pour se situer sous la barre des 2 %.

En octobre, la Banque du Canada a augmenté le taux cible du financement à un jour de 25 points de base pour le faire passer à 1,75 %, après l'avoir augmenté de 25 points de base en juillet. Il s'agit de la cinquième hausse du taux cible du financement à un jour depuis le milieu de 2017. Les grandes banques canadiennes ont annoncé le 24 octobre qu'elles avaient augmenté leur taux d'intérêt préférentiel de 25 points de base supplémentaires pour le porter à 3,95 %.

Le ratio du service de la dette des ménages, à savoir le total des paiements obligatoires du principal et des intérêts sur la dette des ménages sur le marché du crédit en proportion du revenu disponible, a continué d'augmenter au cours du deuxième semestre de 2018. Le ratio du service de la dette a augmenté pour atteindre 14,9 % au quatrième trimestre, après avoir crû pour s'établir à 14,7 % au troisième trimestre. Au quatrième trimestre, le ratio du service de la dette des ménages était à son plus haut niveau depuis le dernier trimestre de 2007.

Baisse des prix des produits de base attribuable à l'affaiblissement du dollar

La valeur du dollar canadien a suivi une tendance à la baisse au deuxième semestre de 2018, les mouvements compensatoires au troisième trimestre ayant fait place à des baisses au quatrième trimestre. Après avoir atteint une valeur de 78,1 cents américains au début d'octobre,

le dollar s'est déprécié vers la fin de l'année pour clôturer à 73,3 cents américains à la fin de décembre¹³. Plus récemment, le dollar canadien s'est raffermi au début de 2019, se négociant à 76,1 cents américains à la fin de janvier 2018. Le dollar s'est par la suite déprécié en février et en mars pour clôturer à 74,8 cents américains à la fin du premier trimestre.

Les prix des produits de base ont diminué au cours du deuxième semestre de 2018, ce qui a contrebalancé les hausses enregistrées plus tôt dans l'année. À la fin de l'année, les prix des produits de base étaient inférieurs de 19 % aux niveaux observés au milieu de l'année. Les baisses ont touché l'ensemble des produits de base, les prix des produits énergétiques, minéraux, métalliques, agricoles et forestiers ayant tous diminué.

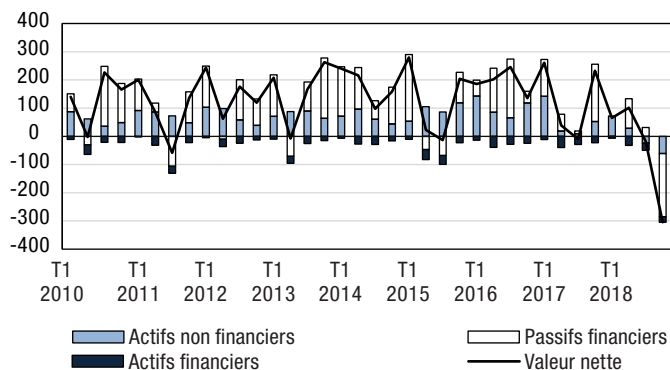
Dans l'ensemble, les prix des produits de base à la fin de l'année étaient de 7 % inférieurs aux prix enregistrés à la fin de 2017. Plus récemment, les prix des produits de base ont augmenté de janvier à mars, principalement en raison d'une hausse de 16 % des prix des produits énergétiques.

La richesse des ménages a diminué sous l'effet de la baisse de la valeur des actions et des actifs immobiliers

La valeur nette des ménages a reculé de 2,8 % au quatrième trimestre après avoir légèrement diminué (-0,2 %) au troisième trimestre (graphique 13). La baisse observée à la fin de 2018 constitue la baisse trimestrielle de la valeur nette des ménages la plus marquée en dix ans. La valeur des actions et des parts de fonds d'investissement des ménages a diminué de 7,5 % au quatrième trimestre. La valeur des actifs immobiliers dans le secteur résidentiel a également diminué, ce qui a contribué à la baisse de la valeur nette des ménages. À la fin de 2018,

Graphique 13
Variation de la valeur nette des ménages

milliards de dollars



Note : Les valeurs négatives indiquent une diminution de la valeur des actifs ou une augmentation de la valeur des passifs.

Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0580-01.

13. Les taux de change présentés correspondent aux taux quotidiens publiés par la Banque du Canada.



la valeur totale de l'actif des ménages a totalisé 12,98 billions de dollars, alors que la valeur totale du passif s'est chiffrée à 2,24 billions de dollars.

Après avoir ralenti au cours des deux premiers trimestres de 2018, les emprunts des ménages ont légèrement augmenté au cours de la deuxième moitié de l'année¹⁴. Les emprunts totaux des ménages sur le marché du crédit, qui comprennent les prêts hypothécaires, les prêts non hypothécaires et le crédit à la consommation, se sont élevés à 21,2 milliards de dollars au quatrième trimestre, en hausse comparativement à 20,9 milliards de dollars au troisième trimestre. Cette augmentation à la fin de l'année était entièrement attribuable à une hausse de l'emprunt hypothécaire, qui a atteint 12,3 milliards de dollars. Néanmoins, l'emprunt hypothécaire

au quatrième trimestre est demeuré inférieur de plus de 20 % aux niveaux observés à la fin de 2017, avant l'entrée en vigueur du nouveau taux minimum admissible pour les prêts hypothécaires non assurés en janvier 2018.

Le ratio de la dette sur le marché du crédit des ménages au revenu disponible, mesuré en données désaisonnalisées, a augmenté pour atteindre 178,5 % au quatrième trimestre, tandis que le ratio d'endettement des ménages a légèrement crû pour s'établir à 17,3 %. Bien que le ratio d'endettement ait augmenté aux troisième et quatrième trimestres, il suit de façon générale une tendance à la baisse depuis la récession de 2008-2009.

Bibliographie

Gellatly, G., et R. Morissette. 2017. *Propriétés résidentielles appartenant à des non-résidents à Toronto et à Vancouver : premiers renseignements issus du Programme de la statistique du logement canadien*. Aperçus économiques, n° 78. Produit n° 11-626-X au catalogue de Statistique Canada. Ottawa : Statistique Canada.

Gellatly, G., et R. Morissette. 2018. *Propriétés résidentielles appartenant à des immigrants à Toronto et à Vancouver*. Aperçus économiques, n° 87. Produit n° 11-626-X au catalogue de Statistique Canada. Ottawa : Statistique Canada.

Gellatly, G. et E. Richards. 2018. *Développements récents de l'économie canadienne : automne 2018*. Aperçus économiques, n° 85. Produit n° 11-626-X au catalogue de Statistique Canada. Ottawa : Statistique Canada.

Gellatly, G. et E. Richards. 2019. *L'endettement et la richesse parmi les ménages canadiens*. Aperçus économiques, n° 89. Produit n° 11-626-X au catalogue de Statistique Canada. Ottawa : Statistique Canada.

Heisz, A. et E. Richards. 2019. *Bien-être économique des générations de jeunes Canadiens : les milléniaux sont-ils en meilleure ou en moins bonne situation que les autres?* Aperçus économiques, n° 92. Produit n° 11-626-X au catalogue de Statistique Canada. Ottawa : Statistique Canada.

Patterson, M., M. Hazel et D. Saunders. 2019. *Bilan annuel du marché du travail, 2018*. Statistiques du travail : Documents de recherche. Produit n° 75-004-M-2019002 au catalogue de Statistique Canada. Ottawa : Statistique Canada.

Statistique Canada. s.d. [Mesures privilégiées de l'inflation fondamentale de la Banque du Canada](#). Dernière mise à jour le 18 novembre 2016. Disponible au lien suivant : http://www23.statcan.gc.ca/imdb-bmdi/document/2301_D63_T9_V1-fra.htm (consulté le 22 mars 2016).

14. Pour les articles qui examinent la répartition des ratios dette-revenu dans l'ensemble des ménages, voir Gellatly et Richards (2019) et Heisz et Richards (2019).